

## Consultation Publique ARCEP

### 6<sup>ème</sup> Cycle d'Analyse des Marchés

## Projet d'évolution de la régulation pour 2020-2023 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes

### *Contribution de Verizon France*

17 mars 2020

#### Introduction

Verizon France remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer à propos de son projet d'évolution de la régulation pour 2020-2023 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes.

Verizon France précise à titre liminaire que la position exprimée dans le présent document vaut de façon spécifique pour la France, et qu'elle n'est pas nécessairement applicable à d'autres pays dans lesquels les conditions de marché et l'environnement réglementaire peuvent être différents.

Verizon France précise également qu'en tant qu'opérateur spécialisé sur le marché de détail des services à destination des entreprises, la présente réponse à la consultation publique de l'Autorité porte seulement sur ce qui concerne ce marché et exclut toute appréciation relative aux segments généralistes de gros et de détail.

Cette contribution s'articule autour des cinq thèmes du volet Entreprises identifiés par l'Autorité dans le sommaire en Annexe 2 de la « Synthèse des documents soumis à consultation publique le 6 février 2020 ». Elle ne répond donc pas systématiquement à toutes les questions posées dans les différents documents soumis à consultation publique.

#### Résumé

Verizon France salue l'analyse de l'Autorité et approuve dans leur ensemble les évolutions de la régulation envisagées par l'Autorité pour le 6<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés fixes entreprises.

Verizon France estime cependant qu'une offre de gros de bitstream avec GTR sur la BLOM de l'opérateur historique, avec GTR et à un tarif comparable à celui du DSLE reste nécessaire pour répondre aux besoins de la clientèle des entreprises sur le marché de détail, notamment pour assurer le remplacement du DSLE dans des conditions économiques acceptables. Verizon France regrette qu'il ne soit pas envisagé d'en imposer la fourniture par Orange.

Verizon France regrette également que le maintien de l'obligation pour Orange de proposer des offres de gros permettant la reproductibilité de ses offres de détail sur fibre optique mutualisée ne soit pas assortie d'exigences plus précises qui lui imposaient d'inclure expressément dans ces offres de gros l'accès illimité à internet qu'Orange offre à ses clients sur le marché de détail.

Verizon France espère par ailleurs que les seuils chiffrés introduits au niveau des indicateurs de performance d'Orange seront effectivement respectés malgré l'incertitude quant à la sanction de leur éventuel non-respect.

\*                      \*

\*

## **Volet n°3**

### **Evolutions de la régulation envisagées sur le Marché Entreprises**

#### **3.1 - Poursuite de la stratégie de développement d'un marché de gros activé concurrentiel du FttH généraliste entreprises**

##### **3.1.1 - Maintien de l'obligation d'offres adaptées d'accès passif à la boucle locale optique pour les opérateurs pur entreprises (3a, section 4.2.3a)**

Verizon France n'est pas opérateur d'infrastructure FttH et n'est pas directement intéressé par les offres d'accès passifs à la boucle locale optique mutualisée, n'utilisant que de façon très marginale l'offre « GC BLO ».

Verizon France approuve cependant les propositions de l'Autorité en la matière, étant donné que cela conditionne l'émergence et le développement d'opérateurs sur le marché de gros activé FttH, dont les offres ne pourront que bénéficier au développement de la concurrence en aval sur le marché des services aux entreprises qui concerne particulièrement Verizon France.

##### **3.1.2 - Maintien de l'obligation d'offres de gros en marque blanche permettant de répliquer les offres de détail sur fibre optique (3a, section 4.2.3a)**

Comme indiqué en réponse à la consultation précédente « Bilan et Perspectives » de l'Autorité, Verizon France considère que le développement des offres activées est encore trop timide et incertain pour envisager le retrait des obligations faites à Orange de proposer des offres de gros permettant la réplique de ses offres de détail sur fibre optique à l'horizon du sixième cycle d'analyses des marchés.

Verizon France approuve par conséquent sans réserve le maintien de l'obligation pour Orange de fournir de telles offres.

Verizon France tient ici à souligner que les avancées de principe relatives aux conditions de fourniture de ces offres, annoncées par Orange dans le cadre des réunions multilatérales sous l'égide de l'Autorité, à la suite des réclamations répétées des opérateurs alternatifs et avec le soutien de l'Autorité ne se sont toujours pas matérialisées par une quelconque évolution des documents contractuels proposés par Orange pour ces offres. Dans ces conditions il reste impossible sans la sécurité nécessaire pour Verizon France de proposer à ses clients à partir de ces offres de gros en marque blanche des offres de détail avec accès illimité à internet, alors qu'Orange n'a aucune difficulté pour le faire.

Force est donc de constater qu'Orange continue de recourir à des manœuvres dilatoires qui visent à préempter le marché et entraver l'activité commerciale des opérateurs dédiés entreprises tels que Verizon France, comme Orange le fait depuis plus de deux ans en bafouant les décisions de l'Autorité. Une fermeté sans faille s'impose de la part du régulateur pour mettre fin à ces pratiques particulièrement pénibles.

##### **3.1.3 - Absence d'obligation d'offre bitstream régionale (3b, section 4.3.1c)**

Verizon France n'est pas concerné par ce type d'offre.

##### **3.1.4 - Offre de raccordement distant en location (Sym, section 4.5)**

Cette évolution ne concerne directement que les opérateurs d'immeuble, ce qui n'est pas le cas de Verizon France.

## **3.2 - Fourniture d'offres de gros avec qualité de service renforcée sur la boucle locale optique mutualisée**

### **3.2.1 - Obligations de deux niveaux de qualité de service renforcée sur FttH (Sym, section 4.1 et 4.2) et renforcement des obligations de qualité de service renforcée sur FttH faites à Orange (3a, section 4.2.3b)**

Bien que n'étant pas opérateur d'infrastructure FttH, Verizon France est favorable aux nouvelles dispositions envisagées par l'Autorité dans la mesure où elles sont indispensables à l'émergence d'offres de gros activées qui répondent aux mêmes exigences de QoS sur le marché de détail des services aux entreprises que celles offertes aujourd'hui sur le cuivre. Il serait inconcevable que les produits proposés sur l'architecture FttH qui a vocation à remplacer le cuivre dans les années qui viennent ne puissent pas bénéficier de niveaux de qualité de service au moins égaux à leurs prédécesseurs sur cuivre.

Verizon France estime que le niveau tarifaire d'une offre GTR 4H 24/7 ne devrait pas excéder 10% du tarif de base du produit garanti considéré.

### **3.2.2 - Précisions sur les offres d'accès avec qualité de service renforcée fournies sur un réseau FttH avec adaptation d'architecture (Sym, section 4.3)**

Verizon France n'est pas opérateur d'infrastructure et ne connaît pas suffisamment ce sujet très technique pour se prononcer à ce sujet.

### **3.2.3 - Autres offres spécifiques à destination des entreprises (Sym, section 4.4)**

Verizon France estime nécessaire la possibilité de commander plusieurs accès dans un même local, de même que la possibilité d'une double adduction sur les réseaux FttH pour la desserte de sites entreprises. Rien ne peut justifier que l'adoption de la technologie FttH entraîne une régression des moyens de sécurisation des sites entreprises.

Il ne fait aucun doute que des solutions techniques puissent être conçues et mises en oeuvre par les opérateurs d'infrastructure pour répondre à cette demande.

### **3.2.4 - Utilisation des offres à qualité de service renforcée pour le raccordement de stations de base mobiles (Sym, section 4.6)**

Verizon France laisse le soin aux opérateurs de réseaux mobiles de se prononcer sur ce point.

## **3.3 - Renforcement des garanties de non-discrimination**

### **3.3.1 - Obligation d'équivalence des intrants imposée à Orange pour ses offres passives avec qualité de service renforcée sur réseau FttH avec adaptation. (3a, section 4.3.4d)**

Verizon France n'est pas directement acheteur d'accès passifs aux boucles locales mutualisées, mais se prononce en faveur du principe d'imposer à Orange une obligation d'équivalence des intrants sur les offres d'accès passif avec QoS renforcée imposées à l'opérateur historique, de façon que la même obligation produise tous ses effets sur les offres de gros activées construites sur lesdites offres d'accès passif.

### **3.3.2 - Test de reproductibilité tarifaire des offres de détail à partir des offres de gros activées sur BLOD (4, section 4.2.4)**

Verizon France applaudit l'évolution envisagée par l'Autorité, qui répond à une demande exprimée de longue date, et qui devrait permettre de répondre au problème de non

reproductibilité des offres de détail sur BLOD d'Orange à partir des offres de gros activées d'Orange.

#### 3.3.4 - Suppression de l'obligation de non-éviction pour les offres de gros actives sur BLOD (4, section 4.5.4b)

Verizon France salue pour la même raison l'évolution envisagée par l'Autorité d'inclure les offres d'accès de haute qualité sur les réseaux FttH dans la définition de la ZF1, et de remplacer l'obligation de non éviction sur la ZF2 par une obligation de reproductibilité tarifaire de ses offres de détail par ses offres de gros activées sur cette zone.

### 3.4 - Qualité de service des offres entreprises

#### 3.4.1 - Qualité de service dégroupage entreprise (3a, annexe 5)

N'étant pas opérateur dégroupéur, Verizon France n'est pas en mesure de se prononcer sur les indicateurs et les seuils associés pour le dégroupage entreprises.

#### 3.4.2 - Respect de la qualité de service des offres FttH avec qualité de service renforcée (Sym, section 5 + annexe 1)

Verizon France approuve les grands principes énoncés par l'Autorité, selon laquelle il apparaît pertinent que les opérateurs d'infrastructure (i) s'engagent sur des niveaux de qualité de service, (ii) respectent des seuils chiffrés de qualité de service, et (iii) publient des indicateurs de qualité de service.

Le respect de ces principes est une condition essentielle à l'existence d'offres de gros activées avec qualité de service renforcée sur FttH qui répondent aux exigences du marché entreprises, qui puissent se substituer aux offres gros offertes aujourd'hui sur le cuivre avec de tels engagements.

Cela étant, Verizon France n'est pas en mesure de se prononcer au niveau détail des dispositions envisagées étant donné que celles-ci portent sur les seules offres passives des opérateurs d'infrastructure, dont Verizon France n'est pas acheteur.

#### 3.4.3 - Obligation de respect de seuils chiffrés pour les accès de haute qualité (4, section 4.4.2)

Verizon France salue la proposition de l'Autorité d'introduire pour les indicateurs de performance classiques d'Orange des seuils chiffrés devant être respectés.

Toutefois, l'introduction de ces seuils ne garantit pas pour autant qu'ils seront respectés, la sanction de leur éventuel non-respect étant incertaine.

Verizon France rappelle à cet égard qu'à ses yeux la Décision de l'Autorité n° 2018-1596-RDPI du 18 décembre 2018 portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à ses obligations concernant la qualité de service de ses offres de gros activées sur le marché de gros à destination des entreprises n'a produit que des effets limités, Verizon France n'ayant observé aucune amélioration sensible des indicateurs de performance d'Orange en 2019.

### 3.5 - Adaptation à l'arrêt du cuivre et aux fins de technologie

#### 3.5.1 - Impact arrêt du réseau cuivre sur offres de haute qualité (4, section 4.1.2d, 4.1.2e et 4.5.3)

Verizon France approuve la proposition de l'Autorité que la fermeture locale et rapide de fourniture d'offres de haute qualité Orange sur le réseau cuivre donne lieu à proposition de la part d'Orange de prestations d'accompagnement financier à la migration vers des offres sur

fibre, afin d'éviter aux opérateurs alternatifs une migration sur d'autres offres sur cuivre dans une étape nécessairement non pérenne du fait de l'extinction inéluctable du cuivre.

Il est par ailleurs impératif, comme l'Autorité l'écrit, « *de n'autoriser Orange à cesser de fournir, dans certaines zones où des entreprises sont présentes, des offres de gros d'accès de haute qualité sur support cuivre, que dès lors que sont disponibles, dans la zone concernée, des offres d'accès de haute qualité sur fibre présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL* ».

### 3.5.2 - Suppression de l'obligation de non-éviction en zone cuivre 2 (4, section 4.5.3a)

Verizon France comprend le raisonnement de l'Autorité qui l'amène à proposer la suppression de la ZC2 et son rattachement à la ZC1, mais craint que cela ne puisse nuire au maintien d'une concurrence effective sur la zone considérée. Une vigilance particulière de l'Autorité sera nécessaire pour suivre dans le temps l'évolution de la situation concurrentielle sur cette zone.

### 3.5.3 - Accompagnement fin de technologies, notamment ATM (4, section 4.1.2f et 4.5.6)

Verizon France salue et partage l'analyse de l'Autorité qui a parfaitement identifié les enjeux liés à la fermeture d'offres suite à évolutions technologiques.

Verizon France approuve ainsi l'ensemble des mesures d'accompagnement qu'elle entend imposer à Orange, dans le cas général, ainsi que dans le cas spécifique de la fermeture des offres ATM, cas visés au §4.1.2f) du document ADM4. Verizon France est un peu plus nuancé sur le cas spécifique de la fermeture éventuelle de l'offre LPT 2M, l'offre CN2 Ethernet n'étant pas compatible avec certaines offres « legacy » de Verizon France qui exigent encore des LPT. L'horizon d'au moins quatre ans proposé par l'Autorité avant fermeture technique permet cependant d'envisager un possible abandon concomitant de ces produits « legacy ».

Quant à l'adaptation des obligations tarifaires à la fermeture des offres ATM, visée au §4.5.6 du document précité, Verizon France est plus mesuré. Un délai d'à peine deux ans pour migrer l'ensemble du parc DSLE semble assez tendu, une année supplémentaire devrait être accordée.

De plus, pendant cette période de migration, l'ensemble des tarifs de l'offre DSLE devraient être gelés, comme Verizon France le demande régulièrement à propos de la tarification des produits d'accès de gros régulés en voie d'obsolescence.